

## RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

### Un premier pas vers une protection européenne des lanceurs d'alerte

Lachapelle, Amélie

*Published in:*  
Trends

*Publication date:*  
2016

*Document Version*  
le PDF de l'éditeur

[Link to publication](#)

*Citation for pulished version (HARVARD):*

Lachapelle, A 2016, 'Un premier pas vers une protection européenne des lanceurs d'alerte' *Trends*, p. 74.

#### General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

#### Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.



BELGA IMAGE

**RAPHAËL  
HALET  
ET ANTOINE  
DELTOUR**  
Les deux  
anciens  
employés de  
la firme PwC  
ont été  
condamnés  
respectivement à neuf  
et douze mois  
de prison avec  
sursis dans  
le cadre  
du procès  
Luxleaks.



## UN PREMIER PAS VERS UNE PROTECTION EUROPÉENNE DES LANCEURS D'ALERTE

*Le 29 juin dernier, Antoine Deltour et Raphaël Halet, les lanceurs d'alerte du LuxLeaks, étaient condamnés par la justice luxembourgeoise à une peine de prison avec sursis. Le journaliste ayant révélé les informations est, quant à lui, acquitté. Ne serait-il pas grand temps de réfléchir sérieusement à la mise en place en Europe d'un mécanisme en faveur des « whistleblowers » ? La Commission européenne semble l'avoir enfin compris, décidant le 5 juillet dernier d'examiner « la nécessité d'adopter des mesures horizontales ou des mesures sectorielles complémentaires afin de renforcer la protection des lanceurs d'alerte ». Elle rejoint, de la sorte, les préoccupations du Parlement européen, et spécialement du Groupe des Verts.*

**L**e whistleblowing est un mécanisme d'origine américaine qui permet la révélation d'informations relatives à des activités illégales, frauduleuses ou dangereuses, menées par une organisation du secteur public ou privé, et qui concernent ou menacent l'intérêt public. Le receveur de l'alerte peut être interne à l'organisation (médiateur, auditeur ou encore *compliance officer*) ou externe (autorité étatique, réviseur agréé, média, etc.).

Le Groupe des Verts du Parlement européen a lancé le débat en déposant, le 4 mai dernier, une proposition de directive à ce sujet. La Commission européenne devait embrayer le pas d'ici la fin juin, mais nous attendons toujours.

En l'absence d'un encadrement juridique des lanceurs d'alerte, c'est la presse qui se voit préférée pour réceptionner leurs révélations et qui, en fonction du lectorat et de l'impact médiatique, les publie ou non. Est-ce son rôle en Europe ? N'est-ce

pas préoccupant de constater qu'Antoine Deltour, Raphaël Halet et autres *whistleblowers*, ne paraissent pas avoir trouvé, ni au sein de leur entreprise, ni au sein de l'appareil étatique, une oreille attentive pour examiner plus avant leurs découvertes ?

Le whistleblowing n'a pas bonne presse en Europe car il y réveille le douloureux souvenir de la délation durant la Seconde Guerre mondiale. Mais ce mécanisme n'a pas pour vocation de jeter en pâture à l'Etat ou à l'opinion publique le nom de citoyens, malhonnêtes ou non. Il permet de corriger, au sein même de l'entreprise, les irrégularités dès qu'elles apparaissent, et donc, avant qu'elles ne déclenchent le tumulte. En revanche, l'affaire des Panama Papers nous a montré que l'absence d'un tel mécanisme aboutit, dans les faits, à clouer au pilori le nom de centaines d'individus, parfois innocents.

De surcroît, il ne s'agit bien évidemment pas de transposer tel quel, en Europe, le régime américain. Celui-ci doit être « balisé » à l'aune de notre droit. Et si les Etats-Unis et l'Union européenne partagent grosso modo le même arsenal de droits fondamentaux, ces derniers dévoilent parfois une signification singulière propre à notre culture et notre histoire. On pense, en particulier, au droit à la vie privée et à la protection des données personnelles. Aussi, il est admis, en Europe, que la divulgation au public ne peut intervenir qu'en dernier ressort, la préférence étant donnée à un système échelonné. Si la presse peut intervenir dans le mécanisme de whistleblowing – et cela reste encore à examiner – ce n'est donc qu'en tant qu'ultime soupape de sécurité.

En définitive, il nous semble urgent de réfléchir à l'élaboration d'un régime juridique du whistleblowing en Europe, et ce non seulement pour protéger le lanceur d'alerte et la personne dénoncée, mais aussi pour préserver la presse d'un rôle qui n'est pas le sien. C'est à ce prix que le « chien de garde de la démocratie » pourra continuer de veiller sur notre société. ☉

**AMÉLIE LACHAPPELLE**

*Doctorante aspirante du Fonds de la Recherche Scientifique – FNRS. Elle est aussi chercheuse au Centre de Recherches Information, Droit et Société (CRIDS) à l'Université de Namur et au Centre de Recherches sur l'Etat et la Constitution (CRECO) à l'Université Catholique de Louvain.*

